



Communiqué de presse

1^{er} décembre 2010

**Les associations se mobilisent contre la politique xénophobe du gouvernement
Mourir n'est pas moins pénible au soleil !**

Nouvelles victimes collatérales de la politique xénophobe du gouvernement : les étrangers malades, qui voient leur droit de séjour aujourd'hui remis en cause. Les sans-papiers ne sont pas non plus épargnés, bientôt victimes de nouvelles restrictions d'accès à l'Aide médicale d'Etat.

Aucune trêve n'est prévue, même pour le 1^{er} décembre, pourtant journée mondiale de lutte contre le sida. C'est en effet le jour choisi par les sénateurs pour discuter des récentes attaques contre le dispositif d'accès aux soins des migrants les plus démunis : l'Aide médicale d'Etat (AME). Si le Sénat confirme la disposition votée par l'Assemblée le 2 novembre dernier, les conditions d'accès à l'AME seront sévèrement durcies. L'Etat offrait jusqu'à maintenant une aide médicale gratuite à tous les sans-papiers ayant moins de 634 euros par mois pour vivre. L'instauration d'un droit d'entrée de 30 euros, et la limitation du panier de soins couvert par l'AME auront pourtant de graves conséquences sur l'accès aux soins d'un public déjà vulnérable, et sur la santé publique sur notre territoire.

Plus grave encore, c'est aujourd'hui le droit au séjour des étrangers gravement malades qui se trouve menacé. Ce sont plusieurs milliers d'étrangers séropositifs et atteints de maladies chroniques, jusqu'ici en situation régulière, qui seront menacés d'expulsion vers des pays où il n'existe aucune garantie d'accès effectif aux soins et aux traitements.

« Après les charters de la honte, bientôt les charters de la mort ? »

Derrière ces récentes attaques contre l'accès aux soins des étrangers malades, c'est la vie de dizaines de milliers de personnes qui est directement menacée. Mais les migrants ne seront pas les seules victimes de cette politique sanitaire cynique et irresponsable : la société toute entière en paiera les pots cassés. Non-sens absolu sur le plan économique, ces mesures coûteront au final plus cher à la collectivité et mettent en péril la santé individuelle des personnes, comme la santé publique sur notre territoire. En particulier, en laissant des personnes séropositives sans un accès décent aux soins, en les poussant à la clandestinité, on favorise clairement la transmission du virus dans notre pays.

Le 1^{er} décembre, nous, associations de lutte contre le SIDA, associations de malades, associations de défense des étrangers, associations de médecins avons décidé de protester contre la xénophobie d'Etat. Nous avons organisé une « flash-action » devant la préfecture de Police de Paris, déguisés en plagistes et entonnant tous ensemble le célèbre refrain d'Aznavor. Car le gouvernement semble penser que la maladie est « moins pénible au soleil ».

Non, mourir n'est pas moins pénible au soleil !!

Liste des organisations signataires : ACT UP Paris, AFVS AIDES, CATRED, CIMADE, COMEDE, Créteil solidarité, FASTI, FTFCR, GISTI, LDH, MFPF, MRAP, ODSE, PASTT
Contacts presse : Antoine Henry (AIDES) 06.10.41.23.86

« De toutes les formes d'inégalité, l'injustice en matière de soins médicaux est la plus révoltante et la plus inhumaine. »
Martin Luther King Jr., 25 mars 1966